

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs
	Six mois	Un an	Six mois	Un	
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	an Sénégal et autres Etats		-		Chaque annonce répétée Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	de la CEDEAO	15.000f	31.000f	-	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Etranger : France, Zaïre				Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81
	R.C.A. Gabon, Maroc.				
	Algérie, Tunisie.	-	20.000f.	40.000f	
	Etranger : Autres Pays		23.000f	46.000f	
	Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant.	700f.	
	Par la poste : Majoration de 130 f par	numéro			
	Journal légalisé	900 f	Par la poste	-	

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2011
9 décembre ... Loi n° 2011-19 portant loi de règlement pour la gestion 2007 567

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 599

LOI

LOI n° 2011-19 du 9 décembre 2011 portant loi de règlement pour la gestion 2007

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du jeudi 27 octobre 2011;

Le Sénat a adopté, en sa séance du mardi 29 novembre 2011 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

I. - CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2007.

Article premier. - Résultats Généraux de l'exécution des lois de finances de l'année 2007.

Les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances de l'année 2007 sont arrêtés aux montants retracés dans le tableau suivant :

PARTIE OFFICIELLE

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes	1 250 569 040 503			
Recettes fiscales	1 027 095 618 206	Titre 1. Dette publique	142 975 061 530	
Recettes non fiscales	49 407 220 722	Titre 2. Personnel	328 021 486 715	
Recettes exceptionnelles	60 190 991 575	Titre 3. Fonctionnement	246 546 563 272	
Emprunts intérieurs	113 875 210 000	Titre 4. Autres transferts courants	281 339 661 327	
	0	Depenses à ventiler	10 618 865 332	
	0	Titre 5. Dépenses en capital	114 590 737 378	
Total recettes hors dons	1 250 569 040 503	Titre 6. Dépenses transfert en capital	284 176 614 320	
Total recettes hors dons et emprunts	1 136 693 830 503	Depenses à ventiler	10 017 007 405	
A2 Recettes externes	193 561 159 039	Depenses Investissement sur ressources extérieures	140 940 688 017	
Dons	52 620 471 022			
Dons projets et legs	56 405 151 100			
Emprunts projets	84 535 536 917			
TOTAL RECETTES BRUTES BUDGET GENERAL	1 444 130 199 542	Total dépenses	1 559 226 685 296	-115 096 485 754
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	64 437 140 617	DEPENSES	56 725 921 361	7 711 219 256
TOTAL GENERAL RECETTES	1 508 567 340 159	Total général dépenses	1 615 952 606 657	-107 385 266 498

I.1. Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général.

Art. 2. - Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général, au titre de la gestion 2007, est arrêté à 1 44 130 199 542 francs CFA conformément au développement donné dans le tableau suivant.

En francs CFA

NATURE DE RECETTE	MONTANT
A 1 Recettes internes	1 250 569 040 503
Recettes fiscales	1 027 095 618 206
Recettes non fiscales	49 407 220 722
Recettes exceptionnelles	60 190 991 575
Emprunts intérieurs	113 875 210 000
Total recettes hors dons	1 250 569 040 503
Total recettes hors dons et emprunts	1 136 693 830 503
A2 Recettes externes	193 561 159 039
Dons	52 620 471 022
Dons projets et legs	56 405 151 100
Tirages sur emprunts projets	84 535 536 917
TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL	1 444 103 199 542

I.2. - Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général.

Art. 3. - Le montant définitif des dépenses ordonnancées du budget général est arrêté, en 2007, 1 559 226 685 296 francs CFA ainsi réparti dans le tableau ci-dessous.

Montants définitifs des dépenses ordonnancées

En francs CFA

TITRES	MONTANT
Titre 1. Dette publique	142 975 061 530
Titre 2. Personnel	328 021 486 715
Titre 3. Fonctionnement	257 165 428 604
Titre 4. Autres transferts courants	281 339 661 327
Titre 5. Investissement exécutés par l'Etat	124 607 744 783
Titre 6. Transfert en capital	284 176 614 320
Dépenses investissement sur ressources extérieures	140 940 688 017
Total dépenses	1 559 226 685 296

I.3. - Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor

Art. 4. - Le montant définitif des recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 64 437 140 617 francs CFA. Le tableau suivant répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

Recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2007

En francs CFA.

Catégorie de Compte	Recettes encaissées
Comptes d'affectation spéciale	49 950 603 400
Comptes de commerce	49 585 023
Comptes de prêts	7 510 301 677
Comptes d'avances	6 926 650 517
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	64 437 140 617

I.4. - Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.

Art. 5. - Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor, est arrêté à 56 725 921 361 francs CFA. Le tableau suivant répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

Dépenses des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2007.

En francs CFA

Catégorie de Compte	Dépenses ordonnancées
Comptes d'affectation spéciale	42 380 333 957
Comptes de commerce	43 859 867
Comptes de prêts	6 754 624 765
Comptes d'avances	7 547 102 772
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	56 725 921 361

II. - APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET GENERAL.

II.1. - Annulation de crédits

Art. 6. - Les crédits non consommés du budget de 2007 s'élèvent à 332 511 273 186 francs CFA. Sur ces crédits non consommés, un montant de 242 684 562 836 francs CFA sont annulés au titre de la gestion 2007.

En francs CFA

Nature	Crédits non consommés	Crédits reportés	Crédits à annuler
Titre 2. Personnel	31 761 826 668	0	31 761 826 668
Titre 3. Fonctionnement.	27 200 197 444	0	27 200 197 444
Titre 4. Autres transferts courants	3 778 261 403	0	3 778 261 403
Titre 5 et 6. Investissement	269 770 987 671	89 826 710 350	179 944 277 321
Total	332 511 273 186	89 826 710 350	242 684 562 836

II.2. - Ouverture de crédits complémentaires

Art. 7. - Il est ouvert, au titre de la gestion 2007, des crédits complémentaires d'un montant total de 243 988 115 317 francs CFA.

En francs CFA

NATURE	DÉPASSEMENT
Titre 1. Dette publique	54 725 061 530
Titre 2. Personnel	46 983 313 383
Titre 3. Fonctionnement	46 773 043 794
Titre 4. Autres transferts courants	82 163 171 385
Titre 5 et 6. Investissement	13 343 525 225
Total	243 988 115 317

II. 3. - Approbation des différences entre prévisions et réalisations des CST.

Art. 8. - Les crédits non consommés d'un montant de 2 876 515 368 francs CFA sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Il est ouvert, au titre de la gestion 2007, des crédits complémentaires d'un montant de 9 847 436 729 francs CFA pour les comptes spéciaux du Trésor, comme indiqué dans le tableau ci-après.

Catégorie de Comptes spéciaux	Prévisions	Dépenses	Ajustement	
			Non consommés	Dépassement
Comptes d'affectation spéciale	38 880 000 000	42 380 333 957		3 500 333 957
Comptes de commerce	175 000 000	43 859 867	131 140 133	
Comptes d'opérations monétaires	800 000 000		800 000 000	
Comptes de prêts	8 700 000 000	6 754 624 765	1 945 375 235	
Comptes d'avances	1 200 000 000	7 547 102 772		6 347 102 772
Comptes de garantie	0	0	0	
TOTAUX	49 755 000 000	56 725 921 361	2 876 515 368	9 847 436 729

III. - ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT DE LA GESTION 2007.

Art. 9. - Le compte de résultat de l'année financière 2007 se présente conformément au tableau qui suit :

En francs CFA

Budget Général	
Recettes	1 444 130 199 542
Dépenses	1 559 226 685 296
Excédents des dépenses sur les recettes	115 096 485 754

Comptes spéciaux du Trésor

Profits	286 405 140
Pertes	0
Profit net	286 405 140

Pertes et Profits sur opérations de trésorerie

Profits	88 934 907
Pertes	1 341 544 174
Perte nette	1 252 609 267
Résultat d'exécution des lois de finances 2007	-116 062 689 881

III. 1. - Résultat du Budget Général de 2007.

Art. 10. - Le résultat du budget général de l'année 2007 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 1 444 130 199 542 francs CFA.
- dépenses : 1 559 226 685 296 francs CFA.
- excédent des dépenses sur les recettes : 115 096 485 754 francs CFA.

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en annexes I et II de la présente loi.

III. 2. - Résultats des Comptes spéciaux du Trésor

Art. 11. - Le résultat des comptes spéciaux du Trésor de l'année 2007 est définitivement arrêté comme suit :

- Profits : 286 405 140 francs CFA.
- Pertes : 0 franc CFA
- Profit net : 286 405 140 francs CFA.

L'origine des pertes sur les comptes spéciaux du Trésor est donnée au tableau en annexe IV à la présente loi.

III. 3. - Pertes et Profits sur opérations de Trésorerie

Art. 12. - La perte nette résultant de la gestion des opérations de trésorerie est arrêtée au 31 décembre 2007 à la somme de 1 252 609 267 francs CFA détaillée dans le tableau ci-après.

En francs CFA

INTITULE	DEBIT	CREDIT	PERTES	PROFITS
Intérêts sur dépôts particuliers	666 615 972	-	666 615 972	-
Remises aux débiteurs de timbres	19 136 083	-	19 136 083	-
Remboursements retenues à la source à régulariser	613 611 973	-	613 611 973	-
Pertes de change	42 180 146	-	42 180 146	-
Frais de poursuite	1 341 544 174	88 934 907	1 341 544 174	88 934 907
TOTAL	1 341 544 174	88 934 907	1 341 544 174	88 934 907
PERTE NETTE			1 252 609 267	

**IV. - TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2007
AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR.**

Art. 13. - Le solde débiteur du budget général d'un montant de 115 096 485 754 francs CFA est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

Les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportables sur la gestion 2008, d'un montant de 286 405 140 francs CFA sont transférés en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

La perte nette d'un montant cumulé de 1 252 609 267 francs CFA, résultant de la gestion des opérations de trésorerie, est transférée en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 9 décembre 2011

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
Souleymane Ndéné NDIAYE

ANNEXE I

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ANNEE 2007

NATURE DE LA RECETTE		LOI DE FINANCES	VARIATION LOI DE FINANCES INITIALE	TOTAL PREVISIONS RECTIFICATIVE	RECOURS MENTS
071	RECETTES FISCALES				
711	Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	112 500 000 000		112 500 000 000	116 773 403 709
711 01	Impôts sur les sociétés	85 000 000 000	0	85 000 000 000	76 366 019 702
711 01 01	Impôts sur les sociétés	85 000 000 000	0	85 000 000 000	76 366 019 702
711-02	Impôts sur le revenu	25 600 000 000	0	25 600 000 000	38 610 078 763
710 02 01	Impôts sur le revenu de pers. physiques (IRPP)	0	0	0	6 901 946 285
711 020 201	Impôts sur les créances dépôts et cautionnements	4 000 000 000		4 000 000 000	
711 020 202	Impôts sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	21 000 000 000	0	21 000 000 000	20 784 764 598
711 02 99	Autres Impôts sur le revenu	600 000 000	0	600 000 000	10 923 367 880
711 03	Impôts sur plus value de cession	1 900 000 000	0	1 900 000 000	1 797 305 244
711 03 01	Taxe sur plus value de cession immobilière	1 900 000 000	0	1 900 000 000	1 797 305 244
712	Impôts sur les salaires et autres rémunérations	133 800 000 000	0	133 800 000 000	119 799 421 628
712 01	Impôts sur le revenu, traitements salaires et pensions	122 400 000 000	0	122 400 000 000	110 519 633 985
712 02	Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	11 400 000 000	0	11 400 000 000	9 279 787 643
TOTAL IMPÔTS sur revenu et sur salaires (711 02+712)		159 400 000 000	0	159 400 000 000	158 409 500 391
713	Impôts sur le patrimoine	17 000 000 000	0	17 000 000 000	18 033 277 656
713 01	Droits de mutations	13 000 000 000	0	13 000 000 000	12 835 748 213
713 02	Droits d'hypothèque et conservation foncière	3 000 000 000	0	3 000 000 000	2 364 543 764
713 03	Droit de bail	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 832 985 679
714	Autres Impôts directs	600 000 000	0	600 000 000	602 852 009
714 01	Contribution global unique	600 000 000	0	600 000 000	588 864 816
714 99	Autres Impôts directs	0	0	0	13 987 193
TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)		263 900 000 000	0	263 900 000 000	255 208 955 002
715	Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	553 500 000 000		553 500 000 000	566 073 816 116
715 01	Taxe sur la consommation intérieure	94 000 000 000	0	94 000 000 000	91 981 546 306
715 01 01	Taxe sur les tabacs	11 200 000 000	0	11 200 000 000	8 223 129 868
715 01 02	Taxe sur les corps gras	1 800 000 000	0	1 800 000 000	1 092 717 044
715 01 03	Taxe sur les boissons gazeuses	8 100 000 000	0	8 100 000 000	4 916 507 438
715 01 04	Taxe sur les noix de colas	1 300 000 000	0	1 300 000 000	429 290 315
715 01 05	Taxe sur le thé	850 000 000	0	850 000 000	143 681 246
715 01 06	Taxe sur la café	750 000 000	0	750 000 000	181 376 239
715 01 07	Taxes sur les produits pétroliers	70 000 000 000	0	70 000 000 000	76 756 590 667
715 01 08	Taxe sur le ciment		0	0	7 432 496
715 01 09	Taxe sur les jeux		0	0	230 820 942
715 02	Taxe sur la valeur ajoutée	429 000 000 000	0	429 000 000 000	437 209 063 360
715 02 01	Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	198 000 000 000		198 000 000 000	183 994 284 866
715 02 02	TVA à l'importation	231 000 000 000		231 000 000 000	253 214 778 494
715 03	Taxe d'égalisation		0	0	3 506 907 071
715 04	Taxe sur les opérations bancaires	20 500 000 000	0	20 500 000 000	25 080 144 378
TOTAL (TVA, TE et TOB)		449 500 000 000	0	449 500 000 000	465 796 114 809
715 05	Taxes sur les conventions d'assurances	5 000 000 000	0	5 000 000 000	3 910 111 427
715 06	Taxes sur les véhicules	5 000 000 000	0	5 000 000 000	4 386 043 576

ANNEXE I

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ANNEE 2007

NATURE DE LA RECETTE		LOI DE FINANCES	VARIATION LOI DE FINANCES INITIALE	TOTAL PREVISIONS RECTIFICATIVE	RECOURS MENTS
716	Droits de timbre et d'enregistrement	25 300 000 000	0	25 300 000 000	23 042 697 539
716 01	Droits de timbre	14 300 000 000	0	14 300 000 000	11 965 395 507
716 02	Droit enregistrement autre que sur le patrimoine	11 000 000 000	0	11 000 000 000	11 077 302 032
717	Droits et taxes à l'importation	152 900 000 000	0	152 900 000 000	132 133 202 206
717 01	Droits de douane	132 000 000 000	0	132 000 000 000	152 748 986 032
717 02	Redevances statistiques	15 900 000 000	0	15 900 000 000	17 842 188 582
717 03	Taxe parafiscale sur les tissus	700 000 000	0	700 000 000	243 267 938
717 04	Intérêts de retard	800 000 000	0	800 000 000	265 376 776
717 05	Produits industriels non agréés (UEMOA)	500 000 000	0	500 000 000	130 378 250
717 06	Taxe conjoncturelle importation sur le sucre	3 000 000 000	0	3 000 000 000	4 468 537 080
717 99	Autres droits à l'importation	0	0	0	6 434 467 548
718	Droits et taxes à l'exportation	0	0	0	28 095 629
719	Autres recettes fiscales	0	0	0	608 851 712
719 01	Reversements compensatoires	0	0	0	566 169 786
719 99	Autres recettes fiscales	0	0	0	42 681 926
TOTAL IMPÔTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)		731 700 000 000	0	731 700 000 000	771 886 663 204
071 TOTAL RECETTES FISCALES					
(711+715+716+717+718+719)		995 600 000 000	0	995 600 000 000	1 027 095 618 206
072 RECETTES NON FISCALES					
721	Revenu de l'entreprise et du domaine	5 000 000 000	0	5 000 000 000	5 543 767 267
721 01	Revenu de l'entreprise	0	0	0	36 000
721 02	Revenu du domaine de l'Etat	5 000 000 000	0	5 000 000 000	5 543 731 267
721 02 01	Revenu du domaine immobilier	1 500 000 000	0	1 500 000 000	3 303 047 651
721 02 02	Revenu du domaine forestier	900 000 000	0	900 000 000	1 528 607 024
721 02 03	Revenu du domaine maritime	600 000 000	0	600 000 000	251 640 544
721 02 04	Revenu du domaine minier	1 000 000 000	0	1 000 000 000	441 670 132
721 02 05	Revenu du domaine mobilier	1 000 000 000	0	1 000 000 000	18 765 916
722	Droits et frais administratifs	1 000 000 000	0	1 000 000 000	816 906 631
722 01	Recettes diverses des services	1 000 000 000	0	1 000 000 000	366 907 878
722 99	Autres recettes des services	0	0	0	449 998 753
723	Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	0	100 000 000	138 414 570
723 01	Amendes de composition	0	0	0	2 422 565
723 02	Amendes en matière d'hygiène	0	0	0	35 831 798
723 03	Amendes en matière d'environnement	0	0	0	12 372 009
723 04	Amendes en matière de pêches	0	0	0	1 198 750
723 06	Amendes et pénalités sur marchés administratifs	0	0	0	242 126
723 08	Confiscations	0	0	0	135 273
723 10	Amendes services contrôle des P	0	0	0	20 000
723 99	Autres amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	0	100 000 000	86 192 049
724	Produits financiers	21 700 000 000	0	21 700 000 000	32 873 220 821
724 01	Dividendes	18 500 000 000	0	18 500 000 000	24 650 833 676
724 03	Intérêts de placement	3 200 000 000	0	3 200 000 000	2 702 659 831
724 04	Commissions BCEAO	0	0	0	5 513 009 780
724 99	Autres produits financiers	0	0	0	6 717 534
729	Autres recettes non fiscales	24 600 000 000	9 500 000 000	34 100 000 000	10 034 911 433

ANNEXE I

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ANNEE 2007

NATURE DE LA RECETTE	LOI DE FINANCES INITIALE	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOUVREMENTS
729 7 Prêts rétrocédés			0	4 697 343 159
729 03 Contributions et participations	1 600 000 000		1 600 000 000	
729 99 Autres recettes non fiscales non ventilées	23 000 000 000	9 500 000 000	32 500 000 000	5 337 568 274
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721+722+723+724+729)	52 400 000 000	9 500 000 000	61 900 000 000	49 407 220 722
073 Transfert reçus d'autres budgets	0	0	0	0
073 1 Subvention du budget de fonctionnement au budget d'investissement	0	0	0	0
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721+722+723+724)	52 400 000 000	9 500 000 000	61 900 000 000	49 407 220 722
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 048 000 000 000	9 500 000 000	1 057 500 000 000	1 076 502 838 928
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES HORS SUBVENTION	1 048 000 000 000	9 500 000 000	1 057 500 000 000	1 076 502 838 928
76 RECETTES EXCEPTIONNELLES	100 000 000	500 000 000	600 000 000	60 190 991 575
761 Remises et annulation de dettes (Ressources PPTE et IADM)	20 000 000	0	20 000 000	
762 Restitution au Trésor de sommes indûment perçues	40 000 000	0	40 000 000	109 647 005
763 Gain de change	20 000 000	0	20 000 000	9 977 246
764 Recettes de privatisation			0	220 000 000
765 1 PPTE			0	23 661 172 041
765 2 IADM			0	30 034 438 200
769 Autres recettes exceptionnelles (*)	20 000 000	500 000 000	520 000 000	6 155 757 083
029 Remboursements prêts rétrocédés	0	0	0	0
TOTAL AUTRES RECETTES (74+76+29)	100 000 000	500 000 000	600 000 000	60 190 991 575
TOTAL RECETTES INTERNES	1 148 900 000 000	75 000 000 000	1 223 900 000 000	1 250 569 040 503
TOTAL RECETTES INTERNES HORS SUBVENTIONS	1 148 900 000 000	75 000 000 000	1 223 900 000 000	1 250 569 040 503
TOTAL RECETTES INTERNES HORS SUBVENTIONS HORS DONS	1 135 200 000 000	49 000 000 000	1 184 200 000 000	1 197 569 481
RECETTES EXTERNES				
012 Dons projets et legs	91 363 000 000	0	91 363 000 000	56 405 151 100
015 Tirages sur emprunts projets	170 249 000 000	5 300 000 000	175 549 000 000	84 535 536 917
016 Emprunts programmes	50 200 000 000	0	50 200 000 000	0
017 Autres Emprunts intérieurs	100 800 000 000	65 000 000 000	165 800 000 000	113 875 210 000
074 DONS	13 700 000 000	26 700 000 000	39 700 000 000	52 620 471 022
741 Dons des institutions internationales	6 600 000 000	26 000 000 000	32 600 000 000	0
741 01 Dons Union Européenne	6 600 000 000	26 000 000 000	32 600 000 000	0
742 Dons des gouvernements étrangers	7 100 000 000	0	7 100 000 000	52 620 471 022
742 02 Dons PAYS-BAS			0	7 681 230 232
742 09 Autres dons des gouvernements étrangers	7 100 000 000		7 100 000 000	44 939 240 790
TOTAL RECETTES EXTERNES	325 512 000 000	31 300 000 000	356 812 000 000	193 561 159 039
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 474 412 000 000	106 300 000 000	1 580 712 000 000	1 444 130 199 542
TOTAL HORS RECETTES EXTERNES ET SUBVENTIONS	1 148 900 000 000	75 000 000 000	1 223 900 000 000	1 250 569 040 503

ANNEXE II a

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
A. DETTE PUBLIQUE							
Dettes publiques							
Titre 1-10 Amort et charges dette publique	88 250 000 000				88 250 000 000	142 975 061 530	-54 725 061 530
B. POUVOIRS PUBLICS							
Présidence de la République							
Titre 2-21 dépenses de personnel	3 145 663 308			40 197 160	3 185 860 468	3 969 452 839	-783 592 371
Titre 3-21 dépenses de fonctionnement	8 162 151 000	5 720 415 980			13 882 566 980	12 113 730 494	1 768 836 486
Titre 4-21 autres transferts courants	2 830 918 000	575 335 711		150 000 000	3 555 653 711	3 244 653 711	311 000 000
Total section 21	14 138 132 308	6 295 751 691	0	190 197 160	20 624 081 159	19 327 837 044	1 296 244 115
Assemblée nationale							
Titre 2-22 dépenses de personnel	3 403 189 920				3 403 189 920	778 199 391 7	-4 378 803 997
Titre 3-22 dépenses de fonctionnement	4 760 500 000				4 760 500 000	4 760 000 000	0
Titre 4-22 autres transferts courants	96 800 000				96 800 000	96 800 000	0
Total section 22	8 260 489 920	0	0	0	8 260 489 920	12 639 293 917	-4 378 803 997
Commission Electorale nat. Autonome							
Titre 2-23 dépenses de personnel	0				0	0	0
Titre 3-23 dépenses de fonctionnement	0				0	0	0
Titre 4-23 autres transferts courants	2 000 000 000	632 578 865			2 632 578 865	2 632 578 865	0
Total section 23	2 000 000 000	632 578 865			2 632 578 865	2 632 578 865	0
Conseil de la Républ. pour aff. Econ. et social							
Titre 2-24 dépenses de personnel	1 988 511 000				1 988 511 000	0	1 988 511 000
Titre 3-24 dépenses de fonctionnement	1 150 000 000	112 789 974			1 262 789 974	1 150 000 000	112 789 974
Titre 4-24 autres transferts courants	0				0	0	0
Total section 24	3 138 511 000	112 789 974	0	0	3 251 300 974	1 150 000 000	2 101 300 974

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Conseil constitutionnel							
Titre 2-25 dépenses de personnel	104 748 180				104 748 180	153 485 873	-48 737 693
Titre 3-25 dépenses de fonctionnement	73 761 000	62 200 000		62 200 000	198 161 000	63 085 800	135 075 200
Total section 25	178 509 180	62 200 000	0	62 909 280	302 909 180	216 571 673	86 337 507
Conseil d'Etat							
Titre 2-26 dépenses de personnel	188 331 420				188 331 420	171 171 645	17 159 775
Titre 3-26 dépenses de fonctionnement	140 003 000				140 003 000	97 555 693	42 447 307
Total section 26	326 334 420	0	0	0	328 334 420	268 727 338	59 607 082
Cour de cassation							
Titre 2-27 dépenses de personnel	323 355 802				323 355 802	391 797 937	-68 442 135
Titre 3-27 dépenses de fonctionnement	144 358 000	179 750 000		120 000 000	444 108 000	229 741 853	214 366 147
Titre 4-27 autres transferts courants	2 100 000				2 100 000	1 500 000	599 964
Total section 27	469 813 802	179 750 000	0	120 000 000	769 563 802	623 039 826	146 523 976
Cour des comptes							
Titre 2-28 dépenses de personnel	528 255 880				528 255 880	708 685 050	-180 429 170
Titre 3-28 dépenses de fonctionnement	264 250 000				264 250 000	207 447 764	56 802 236
Total section 28	792 505 880	0	0	0	792 505 880	916 132 814	-123 626 934
C/MOYENS DES SERVICES							
L'ACTION ADM. GENERALE							
Primature							
Titre 2-30 dépenses de personnel	1 325 587 120				1 325 587 120	1 509 029 824	-183 442 704
Titre 3-30 dépenses de fonctionnement	3 617 344 000	780 000 000		-873 581 300	3 523 762 700	2 587 797 577	935 965 123
Titre 4-30 autres transferts courants	2 176 433 000	1 893 795 434		613 127 000	4 683 355 434	3 246 798 434	1 436 557 000
Total section 30	7 119 364 120	2 673 795 434	0	-260 454 300	9 532 705 254	7 343 625 835	2 189 079 419

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Ministère affaires étrangères							
Titre 2-31 dépenses de personnel	13 168 836 120			18 454 119	13 187 290 239	11 257 653 446	1 929 636 793
Titre 3-31 dépenses de fonctionnement	12 278 515 000	2 808 755 310		2 169 016 398	17 256 286 708	13 296 093 506	3 960 193 202
Titre 4-31 autres transferts courants	4 529 336 000	488 072 792		150 000 000	5 167 408 792	4 876 802 470	290 606 322
Total section 31	29 976 687 120	3 296 828 102	0	2 337 470 517	35 610 985 739	29 430 549 422	6 180 436 317
Ministère des forces armées							
Titre 2-32 dépenses de personnel	50 461 942 980			2 500 000 000	52 961 942 980	63 903 651 871	-10 941 708 891
Titre 3-32 dépenses de fonctionnement	14 736 728 000	523 000 000		300 000 000	15 559 728 000	16 618 937 093	-1 059 209 093
Titre 4-32 autres transferts courants	2 484 879 000			-80 000 000	2 404 879 000	2 376 214 000	28 665 000
Total section 32	67 683 549 980	523 000 000	0	2 720 000 000	70 926 549 980	82 898 802 964	-11 972 252 984
Ministère de l'Intérieur et des collect. locales*							
Titre 2-33 dépenses de personnel	22 026 250 020			-1 168 020 440	20 858 229 580	25 202 588 360	-4 344 358 780
Titre 3-33 dépenses de fonctionnement	21 320 034 000	2 189 645 800		772 269 050	24 281 948 850	19 202 618 482	5 079 330 368
Titre 4-33 autres transferts courants	15 713 105 000			-15 713 105 000	0	0	0
Total section 33	59 059 389 020	2 189 645 800	0	-16 108 856 390	45 140 178 430	44 405 206 842	734 971 588
Ministère de la Justice							
Titre 2-34 dépenses de personnel	11 882 242 060				11 882 242 060	13 154 113 190	-1 271 871 130
Titre 3-34 dépenses de fonctionnement	5 211 372 000	650 000 000		635 000 000	6 496 372 000	5 139 601 868	1 356 770 132
Titre 4-34 autres transferts courants	760 700 000				760 000 000	546 152 087	214 547 913
Total section 34	17 854 314 060	650 000 000	0	635 000 000	19 139 314 060	18 839 867 145	299 446 915
Min. Fonct. pub. trav. Emploi et org. profess.							
Titre 2-35 dépenses de personnel	9 118 805 000				9 118 805 000	2 440 369 775	-1 528 564 775
Titre 3-35 dépenses de fonctionnement	655 630 000	90 000 000		-57 328 390	687 801 610	156 951 154	531 350 456
Titre 4-35 autres transferts courants	178 000 000				178 000 000	178 000 000	0
Total section 35	1 745 435 000	90 000 000	0	-57 328 390	1 778 106 610	2 775 320 929	-997 214 319

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Min. relat.avec les Inst. parl.nat. rég.union af.							
Titre 2-36 dépenses de personnel	95 513 460			-9 599 880	85 913 580	72 927 304	12 986 276
Titre 3-36 dépenses de fonctionnement	120 123 000			-104 676 000	15 447 000	4 095 413	11 351 587
Total section 36	215 636 460	0	0	-114 275 880	101 360 580	77 022 717	24 337 863
Min. de la coopération déc. et planif région							
Titre 2-37 dépenses de personnel	205 025 920			8 691 840	213 717 760	64 159 594	149 558 166
Titre 3-37 dépenses de fonctionnement	231 900 000	17 990 565		-35 934 000	213 956 565	132 540 106	81 416 459
Total section 37	436 925 920	17 990 565	0	-27 242 160	427 674 325	196 699 700	230 974 625
Min. des langues nat. et de la francophonie							
Titre 2-38 dépenses de personnel	0			240 892 640	240 892 640	8 803 453	232 089 187
Titre 3-38 dépenses de fonctionnement	0	40 000 000		124 271 100	164 271 100	58 296 877	105 974 223
Total section 38	0	40 000 000	0	365 163 740	405 163 740	67 100 330	338 063 410
Ministère des sénégalais de l'Extérieur							
Titre 2-39 dépenses de personnel	166 940 100				166 940 100	0	166 940 100
Titre 3-39 dépenses de fonctionnement	242 538 000			-55 319 400	187 218 600	144 803 094	42 415 506
Titre 4-39 autres transferts courants	61 474 000	0			61 474 000	61 474 000	0
Total section 39	470 952 100	0	0	-55 319 400	415 632 700	206 277 094	209 355 606
II. ACTION ECONOMIQUE							
Ministère de l'Economie maritime							
Titre 2-40 dépenses de personnel	1 071 567 400			106 188 000	1 177 755 400	1 059 976 945	117 778 455
Titre 3-40 dépenses de fonctionnement	683 137 000			-65 012 980	618 124 020	373 149 725	244 974 295
Titre 4-40 autres transferts courants	171 600 000				171 600 000	168 042 000	3 558 000
Total section 40	1 926 304 400	0	0	41 175 020	1 967 479 420	1 601 168 670	366 310 750
Ministère Equip. et transports							
Titre 2-41 dépenses de personnel	828 039 100			-315 930 280	512 108 820	1 169 450 619	-657 341 799
Titre 3-41 dépenses de fonctionnement	360 172 000			27 409 400	387 581 400	270 912 710	116 668 390
Total section 41	1 188 211 100	0	0	-288 520 880	899 690 220	1 440 363 329	-540 673 109

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique							
Titre 2-42 dépenses de personnel	2 879 610 140			-155 204 200	2 724 405 940	5 447 699 366	-2 723 293 426
Titre 3-42 dépenses de fonctionnement	2 206 411 000			-747 119 600	1 449 292 000	1 275 001 288	174 290 712
Titre 4-42 autres transferts courants	4 771 317 000	0	0		4 771 317 000	4 771 317 000	0
Total section 42	9 857 338 140	0	0	-912 323 200	8 945 014 940	11 494 017 654	-2 549 002 714
Ministère de l'Economie et des Finances							
Titre 2-43 dépenses de personnel	13 309 268 999			302 643 800	13 611 912 799	17 402 847 499	-3 790 934 700
Titre 3-43 dépenses de fonctionnement	6 686 049 000	610 604 474		-430 422 789	6 866 230 685	5 178 761 101	1 687 469 584
Titre 4-43 autres transferts courants	3 083 076 000	25 000 000		25 000 000	3 133 076 000	3 108 076 000	25 000 000
Total section 43	23 078 393 999	635 604 474	0	-102 778 989	23 611 219 484	25 689 684 600	-2 078 465
Ministère Industrie et artisanat							
Titre 2-44 dépenses de personnel	300 696 780			94 671 770	395 368 550	519 269 671	-123 901 121
Titre 3-44 dépenses de fonctionnement	553 890 000			-84 613 200	235 276 800	235 123 304	234 153 496
Titre 4-44 autres transferts courants	1 058 264 000			473 873 000	1 532 137 000	1 459 637 000	72 500 000
Total section 44	1 912 850 780	0	0	483 931 570	2 396 782 350	2 214 029 975	182 752 375
Ministère du commerce							
Titre 2-45 dépenses de personnel	1 048 028 828				1 048 028 828	1 165 987 257	-117 958 429
Titre 3-45 dépenses de fonctionnement	403 253 000	54 516 000		-55 105 480	402 663 520	387 612 541	15 050 979
Titre 4-45 autres transferts courants	814 620 000				814 620 000	814 620 000	0
Total section 45	2 265 901 828	54 516 000	0	-55 105 480	2 265 312 348	2 368 219 798	-102 907 450
Ministère Urbanisme et aménag. territoire							
Titre 2-46 dépenses de personnel	947 923 200			430 510 320	1 378 433 520	1 735 568 295	-357 134 775
Titre 3-46 dépenses de fonctionnement	434 331 000	5 169 364		671 989 600	1 111 489 964	639 320 787	472 169 177
Total section 46	1 382 254 200	5 169 364	0	1 102 499 920	2 489 923 484	2 374 889 082	115 034 402

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Ministère de l'Energie et des mines							
Titre 2-47 dépenses de personnel	294 584 915			-94 671 770	199 913 145	764 639 594	-564 726 449
Titre 3-47 dépenses de fonctionnement	189 349 000			-16 802 300	172 546 700	60 829 700	111 717 245
Titre 4-47 autres transferts courants	52 000 000			-32 000 000	20 000 000	20 000 000	0
Total section 47	535 933 915	0	0	-143 474 070	392 459 845	845 469 049	-453 009 204
Ministère Habitat et construction							
Titre 2-48 dépenses de personnel	340 601 320			-340 601 320	0	20 319 767	-20 319 767
Titre 3-48 dépenses de fonctionnement	339 794 000			-339 794 000	0	0	0
Total section 48	680 395 320	0	0	-680 395 320	0	20 319 767	-20 319 767
Ministère du Tourisme							
Titre 2-49 dépenses de personnel	569 409 500	6 262 000		8 006 780	583 678 280	609 969 330	-26 018 050
Titre 3-49 dépenses de fonctionnement	472 322 000	-7 200 000		-191 609 506	273 512 494	150 354 875	123 157 619
Titre 4-49 autres transferts courants	157 776 000	7 200 000		340 000 000	504 976 000	480 776 000	24 200 000
Total section 49	1 199 507 500	6 262 000	0	156 397 274	1 362 166 774	1 240 827 205	121 339 569
Total III. Action économique							
III. ACTION CULTURELLE ET SOCIALE							
Ministère de l'Education							
Titre 2-50 dépenses de personnel	106 801 035 280			-330 801 640	106 470 233 640	116 699 359 962	-10 229 126 322
Titre 3-50 dépenses de fonctionnement	55 048 412 000	3 353 163 298	11 447 333 599	2 091 886 696	71 940 795 803	70 888 273 157	1 052 522 646
Titre 4-50 autres transferts courants	51 442 704 000	11 886 662 378		400 000 000	63 729 366 378	63 291 848 178	437 518 200
Total section 50	213 292 151 280	15 239 825 676	11 447 333 599	2 161 085 266	242 140 395 821	250 879 481 297	-8 739 085 476
Ministère recherche scientifique							
Titre 2-51 dépenses de personnel	169 646 900				169 646 900	980 769 84	71 569 916
Titre 3-51 dépenses de fonctionnement	204 669 000			-42 284 950	162 384 950 008 774	695 008 774	67 375 276
Titre 4-51 autres transferts courants	1 386 055 000	0			1 386 055 000	1 368 992 000	17 063 000
Total section 51	1 760 370 900	0	0	-42 284 950	1 718 085 950	1 562 077 758	156 008 192

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Ministère des sports							
Titre 2-52 dépenses de personnel	1 137 347 680			300 000 000	1 437 347 680	2 581 462 331	-1 144 114 651
Titre 3-52 dépenses de fonctionnement	3 019 246 000	1 078 304 696		-134 124 200	3 963 426 496	1 462 936 214	2 500 490 282
Titre 4-52 autres transferts courants	77 000 000				77 000 000	0	77 000 000
Total section 52	4 233 593 680	1 078 304 696	0	165 875 800	5 477 774 176	4 044 398 545	1 433 375 631
Ministère de la Culture							
Titre 2-53 dépenses de personnel	779 082 960				779 082 960	1 206 701 593	-427 618 633
Titre 3-53 dépenses de fonctionnement	6 34 712 000	-2 424 900		-136 149 215	496 137 885	315 535 294	180 602 591
Titre 4-53 autres transferts courants	2 277 010 000	235 000 000		235 000 000	2 747 010 000	2 810 320 330	-63 310 330
Total section 53	3 690 804 960	232 575 100	0	98 850 785	4 022 230 845	4 332 557 217	-310 326 372
Ministère de Santé et Prévention							
Titre 2-54 dépenses de personnel	21 773 000 000	781 900			21 780 819 000	23 562 507 039	-1 781 688 039
Titre 3-54 dépenses de fonctionnement	14 889 545 000	-1 712 565 648		-165 520 000	13 011 459 352	12 296 975 908	714 483 444
Titre 4-54 autres transferts courants	16 903 692 000	2 032 565 648			18 936 257 648	18 745 610 782	190 646 866
Total section 54	53 566 237 000	327 819 000	0	-165 520 000	53 728 536 000	54 605 093 729	-876 557 729
Ministère de la Jeunesse							
Titre 2-55 dépenses de personnel	1 123 125 752				1 123 125 752	1 504 806 279	-381 680 527
Titre 3-55 dépenses de fonctionnement	1 289 005 000	15 773 710		-129 632 700	1 175 146 010	841 050 093	334 095 917
Titre 4-55 autres transferts courants	231 000 000				231 000 000	231 000 000	0
Total section 55	2 643 130 752	15 773 710	0	-129 632 700	2 529 271 762	2 576 856 372	-47 584 610
Ministre Environnement et Assainissement							
Titre 2-56 dépenses de personnel	3 394 789 397			107 647 480	3 502 436 877	3 631 670 585	-129 233 708
Titre 3-56 dépenses de fonctionnement	3 265 394 000			36 481 000	3 301 875 000	2 842 777 937	459 097 063
Titre 4-56 autres transferts courants	33 620 000	0			33 620 000	19 963 862	13 656 138
Total section 56	6 693 803 397	0	0	144 128 480	6 837 931 877	6 494 412 384	343 519 493

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Ministre Solidarité nationale							
Titre 2-57 dépenses de personnel	0			1 276 826 740	1 276 826 740	2 055 098 081	-778 271 341
Titre 3-57 dépenses de fonctionnement	0	-1 800 000		1 301 537 320	1 299 737 320	689 689 860	610 047 460
Titre 4-57 autres transferts courants	0	1 800 000		559 153 000	560 953 000	415 939 000	145 014 000
Total section 57	0	0	0	3 137 517 060	3 137 517 060	3 160 726 941	-23 209 881
Ministère Fam. et Dév. social et Sol nationale							
Titre 2-58 dépenses de personnel	1 490 219 580			-1 083 064 920	407 154 660	96 781 621	310 373 039
Titre 3-58 dépenses de fonctionnement	1 589 098 000	160 000 000		-874 474 100	874 623 900	707 424 952	167 198 948
Titre 4-58 autres transferts courants	913 353 000			-557 353 000	356 000 000	42 000 000	314 000 000
Total section 58	3 992 670 580	160 000 000	0	-2 514 892 020	1 637 778 560	846 206 573	791 571 987
Ministère Enseig. Techn. et Formation Profess.							
Titre 2-59 dépenses de personnel	6 308 072 040				6 308 072 040	252 584 491	6 055 487 549
Titre 3-59 dépenses de fonctionnement	3 200 074 000	621 880 012		621 880 012	4 443 834 024	3 678 669 281	765 164 743
Titre 4-59 autres transferts courants	705 384 000				705 384 000	684 597 000	20 787 000
Total section 59	10 213 530 040	621 880 012	0	621 880 012	11 457 290 064	4 615 850 772	6 841 439 292
Ministère du Plan							
Titre 2-61 dépenses de personnel	478 139 180			-390 090 420	88 048 760	0	88 048 760
Titre 3-61 dépenses de fonctionnement	326 297 000			-314 172 000	12 125 000	35 112 001	-22 987 001
Total section 61	804 436 180	0	0	-704 262 420	100 173 760	35 112 001	65 061 759
Ministère de l'Elevage							
Titre 2-62 dépenses de personnel	1 296 927 140				1 296 927 140	0	1 296 927 140
Titre 3-62 dépenses de fonctionnement	526 297 000	200 000 000		-67 241 795	659 055 205	308 193 647	350 861 558
Titre 4-62 autres transferts courants	23 142 000				23 142 000	0	23 142 000
Total section 62	1 846 366 140	200 000 000	0	-67 241 795	1 979 124 345	308 193 647	1 670 930 698

ANNEXE II a

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Ministère de l'Information, Coop panaf et NTIC							
Titre 2-63 dépenses de personnel	212 577 100			9 599 880	222 176 980	0	222 176 980
Titre 3-63 dépenses de fonctionnement	1 277 886 000	345 598 559		-40 181 240	1 583 303 319	822 842 430	760 460 889
Titre 4-63 autres transferts courants	621 370 000				621 370 000	621 370 000	0
Total section 63	2 111 833 100	345 598 559	0	-30 581 360	2 426 850 299	1 444 212 430	982 637 869
Ministère Collect. locales et décentralisation							
Titre 2-65 dépenses de personnel	0			1 168 020 440	1 168 020 440	0	1 168 020 440
Titre 3-65 dépenses de fonctionnement	0	0		447 401 100	447 401 100	241 228 545	206 172 555
Titre 4-65 autres transferts courants	0			15 713 105 000	15 713 105 000	15 713 105 000	0
Total section 65	0	0	0	17 328 526 540	17 328 526 540	15 954 333 545	1 374 192 995
Ministère des Postes et des télécommunic.							
Titre 2-66 dépenses de personnel	123 039 620				123 039 620	0	123 039 620
Titre 3-66 dépenses de fonctionnement	243 700 000			-69 940 000	173 760 000	63 220 883	110 539 117
Total section 66	366 739 620	0	0	-69 940 000	296 799 620	63 220 883	233 578 737
Minist. NEPAD, intég. Eco.Afr. et Pol. Bon.gouve.							
Titre 2-67 dépenses de personnel	138 771 619			-18 454 119	120 317 500	0	120 317 500
Titre 3-67 dépenses de fonctionnement	239 400 000			-106 471 000	132 929 000	80 253 028	52 675 972
Titre 4-67 autres transferts courants	115 000 000				115 000 000	0	115 000 000
Total section 67	493 171 619	0	0	-124 925 119	368 246 500	80 253 028	287 993 472
Ministère Prévention hygiène publ. et Ass.							
Titre 2-68 dépenses de personnel	453 474 180			-358 318 480	95 155 700	0	95 155 700
Titre 3-68 dépenses de fonctionnement	413 700 000			-398 592 000	15 108 000	30 618 593	-15 510 593
Total section 68	867 174 180	0	0	-756 910 480	110 263 700	30 618 593	79 645 107

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Ministère du Cadre de Vie et des Loisirs							
Titre 2-69 dépenses de personnel	208 236 844			320 896 520	529 133 364	0	529 133 364
Titre 3-69 dépenses de fonctionnement	229 639 000	30 000 000		585 706 300	845 345 300	108 886 618	736 458 682
Titre 4-69 autres transferts courants	300 000 000				300 000 000	300 000 000	0
Total section 69	737 875 844	30 000 000	0	906 602 820	1 674 478 664	408 886 618	1 265 592 046
Ministère Hydraulique							
Titre 2-70 dépenses de personnel	528 004 240			-431 913 100	96 091 140	0	96 091 140
Titre 3-70 dépenses de fonctionnement	278 021 000	40 000 000		-218 840 000	99 081 000	39 574 797	59 506 203
Titre 4-70 autres transferts courants	0				0	0	0
Total section 70	806 025 240	40 000 000	0	-650 853 100	195 172 140	39 574 797	155 597 343
Ministère de l'Artisanat							
Titre 2-71 dépenses de personnel	219 918 280			-131 622 640	88 295 640	0	88 295 640
Titre 3-71 dépenses de fonctionnement	128 232 000			-85 068 000	43 164 000	23 450 610	19 713 390
Titre 4-71 autres transferts courants	350 000 000			-350 000 000	0	0	0
Total section 71	698 150 280	0	0	-566 690 640	131 459 640	23 450 610	108 009 030
Ministère Rés. hydro nat. Cours d'eau, bass ret							
Titre 2-72 dépenses de personnel	192 622 240			324 265 620	516 887 860	0	516 887 860
Titre 3-72 dépenses de fonctionnement	118 081 000			130 464 460	248 545 460	78 461 357	170 084 103
Titre 4-72 autres transferts courants	55 000 000				55 000 000	55 000 000	0
Total section 72	365 703 240	0	0	454 730 080	820 433 320	133 461 357	686 971 963
Ministère trans terr. et aériens							
Titre 2-73 dépenses de personnel				377 042 100	377 042 100	0	377 042 100
Titre 3-73 dépenses de fonctionnement		0		262 058 580	262 058 580	82 148 178	179 910 402
Titre 4-73 autres transferts courants		0		17 200 000	17 200 000	0	17 200 000
Total section 73	0	0	0	656 300 680	656 300 680	82 148 178	574 152 502

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICAT.	OUVERTURES DE CREDITS	VARIATION LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL CREDITS	ORDONNAN- CEMENTS	ECARTS
	1	2	3	4	5 = 1+2+3+4	6	6 = 5-6
Ministère biocarbu et énergies renouvelables							
Titre 2-74 dépenses de personnel					0	0	0
Titre 3-74 dépenses de fonctionnement				88 000 000	88 000 000	0	88 000 000
Total section 74	0	0	0	88 000 000	88 000 000	0	88 000 000
IV. - DÉPENSES COMMUNES							
Dépenses communes							
Titre 2-60 dépenses de personnel	31 656 041 496	-14 081 000		-6 262 000	31 635 698 496	15 647 098 328	15 988 600 168
Titre 3-60 dépenses de fonctionnement	66 295 972 000	-23 206 613 539		-11 866 461 681	31 222 896 780	66 279 368 555	-55 056 471 775
Titre 4-60 autres transferts courants	69 568 577 000	-12 536 964 483		9 825 000 000	66 856 612 517	148 956 473 572	-82 099 861 055
Total section 60							
DEPENSES A VENTILER	0				0	10 618 865 332	-10 618 865 332
OGP DE 2007	0				0		0

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007
SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

ANNEXE II b

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES EN CAPITAL PAR SECTION ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS									
21. - Présidence de la République									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	20 849 000 000	0	123 209 800	-1 072 728 550	19 899 481 250	2 744 114 975	17 155 366 275		
6. Transfert en capital	17 980 000 000	18 300 000 000	12 425 000 000	14 306 507 040	63 011 507 040	47 310 438 766	15 701 068 274		
Total	38 829 000 000	18 300 000 000	12 548 209 800	13 233 778 490	82 910 988 290	50 054 553 741	32 856 434 549		
22. - Assemblée nationale									
6. Transfert en capital	1 000 000 000	0	0	0	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000		
Total	1 000 000 000	0	0	0	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000		
24. - Conseil de la République Affaires Economiques et Sociales									
6. Transfert en capital	80 000 000	0	0	0	80 000 000	80 000 000	80 000 000		
Total	80 000 000	0	0	0	80 000 000	80 000 000	80 000 000		
26. - Conseil d'Etat									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	11 865 880	-11 865 880		
Total	0	0	0	0	0	11 865 880	-11 865 880		
27. - Cour de Cassation									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	125 000 000	0	0	-31 528 300	93 471 700	0	93 471 700		
Total	125 000 000	0	0	-31 528 300	93 471 700	0	93 471 700		
MINISTERES Cour des Comptes									
* 30. - Primature									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	30 131 000 000	-10 197 000 000	0	-399 899 500	19 534 100 500	473 085 043	19 061 015 457		
6. Transfert en capital	1 372 000 000	450 000 000	1 325 000 000	14 189 930 781	17 336 930 781	13 364 000 000	3 972 930 781		
Total	31 503 000 000	-9 747 000 000	1 325 000 000	13 790 031 281	36 871 031 281	13 837 085 043	23 033 946 238		
31. - Ministère des Affaires Etrangères									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	5 679 000 000	0	13 638 400	-14 692 600	5 677 945 800	947 680 358	4 730 265 442		
6. Transfert en capital	0	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0		
Total	5 679 000 000	0	13 638 400	135 307 400	5 827 945 800	1 097 680 358	4 730 265 442		
32. - Ministère des Forces Armées									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	23 448 000 000	0	1 954 501 015	-768 285 760	24 634 215 255	23 392 943 027	1 241 272 228		
6. Transfert en capital	1 275 000 000	-150 000 000	0	4 100 000 000	5 225 000 000	5 225 000 000	0		
Total	24 723 000 000	-150 000 000	1 954 501 015	3 331 714 240	29 859 215 255	28 617 943 027	1 241 272 228		

ANNEXE II b **DEVELOPPEMENT DES DEPENSES EN CAPITAL PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007**

POUVOIRS PUBLICS									
33. - Ministère de l'Intérieur									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	11 867 000 000	-2 191 000 000	719 000 000	225 473 825	10 620 473 825	7 936 594 920	2 683 878 905		
6. Transfert en capital	10 800 000 000	-10 800 000 000	250 000 000	0	250 000 000	400 000 000	-150 000 000		
Total	22 667 000 000	-12 991 000 000	969 000 000	225 473 825	10 870 473 825	8 336 594 920	2 533 878 905		
34. - Ministère de la Justice et Garde des Sceaux									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	3 300 000 000	100 000 000	424 400 030	-1 540 760 435	2 283 639 595	1 274 530 040	1 009 109 555		
6. Transfert en capital	3 500 000 000	0	0	0	3 500 000 000	3 500 000 000	0		
Total	6 800 000 000	100 000 000	424 400 030	-1 540 760 435	5 783 639 595	4 774 530 040	1 009 109 555		
35. - Ministère Fonction Publique, Travail et Organisations Professionnelles									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	887 325 000	-108 000 000	67 174 000	-157 824 845	688 674 155	430 199 863	258 474 292		
Total	887 325 000	-108 000 000	67 174 000	-157 824 845	688 674 155	430 199 863	258 474 292		
36. - Ministère Relations avec les Institutions									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	50 000 000	-50 000 000	0	0	0	0	0		
Total	50 000 000	-50 000 000	0	0	0	0	0		
37. - Ministère de la micro Finance et de la Coopération Décentralisée									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	81 000 000	0	0	-71 049 400	995 060	85 650 906	-75 700 306		
6. Transfert en capital	150 000 000	0	0	0	150 000 000	150 000 000	0		
Total	231 000 000	0	0	-71 049 400	159 950 600	235 650 906	-75 700 306		
39. - Ministère des Sénégalais de l'Extérieur									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	182 000 000	0	0	0	182 000 000	109 873 022	72 126 978		
Total	182 000 000	0	0	0	182 000 000	109 873 022	72 126 978		
40. - Ministère de l'Economie Maritime									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	5 656 640 000	7 781 000 000	988 966 000	-2 935 931 260	11 490 674 740	3 669 182 447	7 821 492 293		
6. Transfert en capital	70 000 000	2 500 000 000	1 516 400 000	0	4 086 400 000	2 520 841 044	1 565 558 956		
Total	5 726 640 000	10 281 000 000	988 966 000	-1 419 531 260	15 577 074 740	6 190 023 491	9 387 051 249		
41. - Ministère des Infrastructures et de l'Assainissement									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	72 786 087 500	12 849 484 000	241 120 000	-2 470 341 600	83 406 349 900	284 936 937	83 121 412 963		
6. Transfert en capital	52 725 000 000	5 904 000 000	1 000 000 000	2 422 295 850	62 051 295 850	29 068 426 710	32 982 869 140		
Total	125 511 087 500	18 753 484 000	1 241 120 000	-48 045 750	145 457 645 750	29 353 363 647	116 104 282 103		

ANNEXE II b

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES EN CAPITAL PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS									
42. - Ministère Agriculture et Hydraulique Rurale et de la Sécurité Alimentaire									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	34 838 550 000	-100 000 000	980 065 000	-1 149 766 745		34 568 848 255	3 832 804 804	30 736 043 343	
6. Transfert en capital	25 044 450 000	2 000 000 000	3 699 540 800	7 886 143 510		38 630 134 310	31 242 038 266	7 388 096 044	
Total	59 883 000 000	1 900 000 000	4 679 605 800	6 736 376 765		73 198 982 565	35 074 843 178	38 124 139 387	
43. - Ministère de l'Economie et des Finances									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	43 136 854 000	2 270 000 000	3 519 219 325	-12 610 889 620		36 315 183 705	22 241 747 673	14 073 436 032	
6. Transfert en capital	9 655 000 000	0	200 000 000	-154 159 535		9 700 840 465	8 837 173 464	863 667 001	
Total	52 791 854 000	2 270 000 000	3 719 219 325	-12 765 149 155		46 016 024 170	31 078 921 137	14 937 103 033	
44. - Ministère des Mines et de l'Industrie									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	1 185 000 000	5 405 000 000	42 000 000	-280 558 163		6 351 441 837	653 350 581	5 698 091 256	
6. Transfert en capital	693 500 000	5 670 000 000	0	-60 367 852		898 132 148	988 500 000	-90 367 852	
Total	1 878 500 000	5 670 000 000	42 000 000	-340 926 015		7 249 573 985	1 641 850 581	5 607 723 404	
45. - Ministère du Commerce									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	744 000 000	0	200 000 000	-15 240 345		928 759 655	225 635 140	703 124 515	
6. Transfert en capital	450 000 000	2 100 000 000	0	0		2 550 000 000	450 000 000	2 100 000 000	
Total	1 194 000 000	2 100 000 000	200 000 000	-15 240 345		3 478 759 655	675 635 140	2 803 124 515	
46. - Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	5 689 000 000	103 000 000		-1 604 349 325		4 187 650 675	984 146 821	3 203 503 854	
6. Transfert en capital	100 000 000	49 300 000 000		-10 100 000 000		39 300 000 000	31 158 137 180	8 141 862 820	
Total	5 789 000 000	49 403 000 000	0	-11 704 349 325		43 487 650 675	32 142 284 001	11 345 366 674	
47. - Ministère de l'Energie									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	24 402 000 000	-5 405 000 000	4 062 500	867 580 113		19 868 642 613	73 073 013	19 795 569 600	
6. Transfert en capital	9 595 000 000	65 935 000 000		-1 580 000 000		73 950 000 000	71 480 000 000	2 470 000 000	
Total	33 997 000 000	60 530 000 000	4 062 500	-712 419 887		93 818 642 613	71 553 073 013	22 265 569 600	
48. - Ministère Patrimoine Bâti Habitat Construction									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	103 000 000	-103 000 000	0	0		0	41 952 744	-41 952 744	
6. Transfert en capital	49 300 000 000	-49 300 000 000	13 108 137 180			13 108 137 180		13 108 137 180	
Total	49 403 000 000	-49 403 000 000	13 108 137 180	0		13 108 137 180	41 952 744	13 066 184 436	

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES EN CAPITAL PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS									
49. - Ministère de l'Artisanat et du Tourisme									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	3 455 000 000	-2 659 000 000	1 606 511 115	-273 286 245		2 129 224 870	305 979 621	1 823 245 249	
6. Transfert en capital	200 000 000	0	0	0		200 000 000	200 000 000	0	
Total	3 655 000 000	-2 659 000 000	1 606 511 115	-273 286 245		2 329 224 870	505 979 621	1 823 245 249	
50. - Ministère de l'Education									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	37 887 000 000	0	70 000 000	1 227 228 580	3 800 000 000	42 984 228 580	15 145 454 952	27 838 773 628	
6. Transfert en capital	3 995 000 000	0	0	230 000 000		4 225 000 000	3 900 000 000	325 000 000	
Total	41 882 000 000	0	70 000 000	1 457 228 580	3 800 000 000	47 209 228 580	19 045 454 952	28 163 773 628	
51. - Ministère Recherche Scientifique									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	871 000 000	0	468 000 000	-200 479 240		1 138 520 760	461 895 621	676 625 139	
Total	871 000 000	0	468 000 000	-200 479 240		1 138 520 760	461 895 621	676 625 139	
52. - Ministère des Sports									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	3 100 000 000	0	293 166 000	-1 350 085 790		2 043 080 210	1 871 179 074	171 901 136	
Total	3 100 000 000	0	293 166 000	-1 350 085 790		2 043 080 210	1 871 179 074	171 901 136	
53. - Ministère Culture Patrimoine Historique Classé									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	1 429 000 000	300 000 000	275 191 520	-684 539 840		1 319 651 680	486 745 969	832 905 711	
6. Transfert en capital	300 000 000	0	0	0		300 000 000	300 000 000	0	
Total	1 729 000 000	300 000 000	275 191 520	-684 539 840		1 619 651 680	786 745 969	832 905 711	
54. - Ministère Santé et de la Prévention médicale									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	24 694 000 000	-300 000 000	888 874 370	-2 433 243 855		22 849 630 515	59 164 446 011	16 933 184 504	
6. Transfert en capital	6 311 000 000	350 000 000		0		6 661 000 000	6 311 000 000	350 000 000	
Total	31 005 000 000	50 000 000	888 874 370	-2 433 243 855		29 510 630 515	12 227 446 011	17 283 184 504	
55. - Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	1 138 500 000	108 000 000	30 000 000	-322 302 775		954 197 225	698 695 943	255 501 282	
6. Transfert en capital	1 000 000 000	0	0	0		1 000 000 000	1 000 000 000	0	
Total	2 138 500 000	108 000 000	30 000 000	-322 302 775		1 954 197 225	1 698 695 943	255 501 282	
56. - Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des lac artificiels									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	179 170 000 016	3 500 000 000	1 148 081 795	-3 052 875 741	570 521 120	20 082 727 190	7 566 319 895	12 516 407 295	
6. Transfert en capital	270 000 000	150 000 000	95 000 000	958 550 000		1 473 550 000	1 383 000 000	90 550 000	
Total	18 187 000 016	3 650 000 000	1 243 081 795	-2 094 325 741	570 521 120	21 556 277 190	8 949 319 895	12 606 957 295	

ANNEXE II b

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES EN CAPITAL PAR MINISTERE ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2007

POUVOIRS PUBLICS									
57. - Ministère de la Solidarité nationale									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	0	2 744 000 000	.....	0	.....	2 744 000 000	.....	1 553 141 067	.....
6. Transfert en capital	0	763 000 000	.....	0	.....	763 000 000	.....	1 250 000 000	.....
Total	0	3 507 000 000	.....	0	.....	3 507 000 000	.....	2 803 141 067	.....
58. - Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement social									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	4 076 780 000	-1 744 000 000	.....	82 344 775	.....	2 415 124 775	.....	1 758 078 688	.....
6. Transfert en capital	1 563 000 000	-263 000 000	.....	300 000 000	.....	2 050 000 000	.....	1 600 000 000	.....
Total	5 639 780 000	-2 007 000 000	.....	382 344 776	.....	4 465 124	.....	3 358 378 688	.....
59. - Ministère Enseignement Technique, Formation Professionnelle									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	5 800 000 000	.....	0	.....	716 216 685	.....	-93 111 930	.....	200 000 000
6. Transfert en capital	330 000 000	.....	0	.....	0	.....	0	.....	330 000 000
Total	6 130 000 000	0	.....	716 216 685	.....	-93 111 930	.....	200 000 000	.....
61. - Ministère Plan Développement durable et de la Coopération Internationale									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	2 505 000 000	-2 270 000 000	.....	132 039 270	.....	367 039 270	.....	0	.....
Total	2 505 000 000	-2 270 000 000	.....	132 039 270	.....	367 039 270	.....	0	.....
62. - Ministère de l'Elevage									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	5 816 000 000	250 000 000	.....	396 164 700	.....	6 030 312 840	.....	2 912 010 905	.....
6. Transfert en capital	700 000 000	0	.....	0	.....	1 600 000 000	.....	1 300 000 000	.....
Total	6 516 000 000	250 000 000	.....	396 164 700	.....	7 630 312 840	.....	4 212 010 905	.....
63. - Ministère de l'Information et des Relations avec les Institutions									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	1 125 000 000	50 000 000	.....	0	.....	1 110 067 100	.....	59 894 440	.....
6. Transfert en capital	2 780 000 000	0	.....	0	.....	4 250 839 572	.....	2 780 000 000	.....
Total	3 905 000 000	50 000 000	.....	0	.....	5 360 906 672	.....	2 839 894 440	.....
65. - Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	0	12 388 000 000	.....	.....	.....	11 700 378 622	.....	735 868 409	.....
6. Transfert en capital	0	10 800 000 000	.....	.....	.....	13 119 046 461	.....	12 579 485 600	.....
Total	0	23 188 000 000	.....	0	.....	24 819 425 083	.....	13 315 354 009	.....
66. - Ministère des Télécommunications, des postes et TIC									
5. Invest. Exécutés par l'Etat	185 000 000	0	.....	0	.....	155 000 000	.....	114 429 120	.....
Total	185 000 000	0	.....	0	.....	155 000 000	.....	114 429 120	.....

ANNEXE II - C

**SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE
DE CREDITS POUR LA GESTION 2007 - DEPENSES ORDINAIRES**

En Francs CFA

Section	Titre 1	Titre 2		Titre 3		Titre 4	
	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
21. Présidence de la Républ.			-783 592 371	1 768 836 486		311 000 000	
22. Assemblée nationale		3 403 189 920					
24. Conseil de la République Aff. Eco et sociales		1 988 511 000		112 789 974			
25. Conseil Constitutionnel			-48 737 693	135 075 200			
26. Conseil d'Etat		17 159 775		42 447 307			
27. Cour de Cassation			-68 442 135	214 366 147		599 964	
28. Cour des Comptes			-180 429 170	56 802 236			
30. Primature			-183 442 704	935 965 123		1 436 557 000	
31. Ministère des Affaires Etrangères		4 192 193 981		3 960 193 202		290 606 322	
32. Min. des Forces Armées			-10697242842		-1 059 209 093	28 665 000	
33. Ministère de l'Intérieur			-4 344 358 780	5 079 330 368			
34. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux			-1 271 871 130	1 356 770 132		214 541 913	
35. Min. Fonction Public. Travail et Organistion Profess			-1 528 564 775	531 350 456			
36. Ministère Relation avec les Institutions		12 986 276		11 351 587			
37. Min. de la Micro-Finance et de la Coopérat. Décentralisée		149 558 166		81 416 459			
38. Min. des Langues nationales et de la Francophonie		232 089 187		105 974 223			
39. Ministère des Sénégalais de L'Extérieur		166 940 100		42 415 506			
40. Ministère de l'Economie Maritime		117 778 455		244 974 295		3 558 000	
41. Min. des Insfrastructures et de l'Assainissement			-657 341 799	116 668 690			
42. Ministère Agriculture et Hydraulique Rurale et de la Sécurité Alimentaire			-2 723 293 426	174 290 712			
43. Ministère de l'Economie et des Finances			-3 790 934 700	1 687 469 584		25 000 000	
44. Ministère des Mines et de L'Industrie			-123 901 121	234 153 496		72 500 000	
45. Ministère du Commerce			-117 958 429	15 050 979			
46. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction			-357 134 775	472 169 177			
47. Ministère de l'Energie			-564 726 449	111 717 245			
48. Min. Patrimoine Bati et Construction			-20 319 767				
49. Ministère de l'Artisanat et du Tourisme			-26 018 050	123 157 619		24 200 000	
50. Ministère de l'Education			-9 798 566 290	1 052 522 646		473 518 200	

ANNEXE II - C

SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
DE CREDITS POUR LA GESTION 2007 - DEPENSES ORDINAIRES

En Francs CFA

Section	Titre 1	Titre 2		Titre 3		Titre 4	
	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
51. Ministère Recherche Scientifique		71 569 916		67 375 276		17 063 000	
52. Ministère des Sports			-1 144 114 651	2 500 490 282		77 000 000	
53. Min. Culture Patrimoine Histo.Classé.....			-339 254 461	180 602 591			-63 310 330
54. Ministère Santé et de la Prévention médicale			-1 781 688 039	714 483 444		190 646 866	
55. Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi			-381 680 527	334 095 917			
56. Min. de l'Environnement de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels			-129 233 708	459 097 063		13 656 138	
57. Ministère de la Solidarité.....			-778 271 341	610 047 460		145 014 000	
58.Ministre de la Femme de la Famille et du Dévelop. social.....		310 373 039		167 198 948		314 000 000	
59. Ministère Enseig. Techn. Formation Professionnelle.		6 055 487 549		765 164 743		20 787 000	
61. Ministère Plan, Dévelop. durable et de la Coopér. Intern.....		88 048 760			-22 987 001		
62. Min. Elevage		1 296 927 140		350 861 558		23 142 000	
63. Ministère de l'Information et des Relations avec les Institutions		222 176 980		760 460 889			
65. Min. de la Décentralisation et des Collectivités locales		1 168 020 440		206 172 555			
66. Ministère des Télécomm. des postes et TIC		123 039 620		110 539 117			
67. Minist. de la Compétitivité et de la Bonne gouvernance		120 317 500		52 675 972		115 000 000	
68. Ministère Prévention hygiène publ. Assainissement et d'hydraulique urbaine		95 155 700			-15 510 593		
69. Ministère du Cadre de Vie et de l'Hygiène publique		529 133 364		736 458 682			
70. Ministère de LHydraulique et du Réseau hydrographique national		96 091 140		59 506 203			
71. Ministère de l'Artisanat		88 295 640		19 713 390			
72. Ministère de LHydraulique et du Réseau hydrographique nationale		516 887 860		170 084 103			
73. Ministère des Transports terrestres et des transports aériens		377 042 100		179 910 402		17 200 000	
74. Ministère des Biocarburants et des Energies renouvelables				88 000 000			
60. Charges non Réparties		7 443 215 998			-35 056 471 775		-82 099 861 055

ANNEXE II - C

SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
DE CREDITS POUR LA GESTION 2007 - DES DEPENSES EN CAPITAL

En Francs CFA

Section	Titre 5		Titre 6	
	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
21. Présidence de la République	17 155 366 275		15 701 068 274	
22. Assemblée nationale			500 000 000	
26. Conseil d'Etat		-11 865 880		
27. Cour de Casation	93 471 700			
28. Cour des Comptes	120 450 647			
30. Primature	19 061 015 457		3 972 930 781	
31. Ministère des Affaires Etrangères	4 730 265 442			
32. Ministère des Forces Armées	1 241 272 228			
33. Ministère de l'Intérieur	2 683 878 905			150 000 000
34. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	1 009 109 555			
35. Ministère Fonction Publ. Travail et Organ. Profess.	258 474			
37. Ministère de la Micro-Finance et de la Coop. Décentral ..		-75 700 306		
39. Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	72 126 978			
40. Ministère de l'Economie Maritime	7 821 492 293		1 565 558 956	
41. Ministère des Infrastructures et de l'Assainissement	83 121 412 963		32 982 869 140	
42. Ministère Agriculture et Hydraulique Rurale et de la Sécurité Alimentaire	30 736 043 343		7 388 096 044	
43. Ministère de l'Economie et des Finances	14 073 436 032		863 667 001	
44. Ministère des Mines et de l'Industrie	5 698 091 256			-90 367 852
45. Ministère du Commerce	703 124 515		2 100 000 000	
46. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Constructure	3 203 503 854		8 141 862 820	
47. Ministère de l'Energie	19 795 569 600		2 470 000 000	
48. Ministère Patrimoine Bati Habitat Construction		-41 952 744	13 108 137 180	
49. Ministère de l'Artisanat et du Tourisme	1 823 245 249			
50. Ministère de l'Education	27 838 773 628		325 000 000	
51. Ministère Recherche Scientifique	676 625 139			
52. Ministère des Sports	171 901 136			
53. Ministère Culture Patrimoine Histo-Classé	832 905 711			
54. Ministère Santé et de la Prévention médicale	16 933 184 504		350 000 000	
55. Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi	255 501 282			
56. Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels	13 479 886 175		90 550 000	
57. Ministère de la Solidarité nationale	1 190 858 933			-487 000 000
58. Ministère de la Femme de la Famille et du Développement social	657 046 087		450 000 000	
59. Ministère Enseig. Techn. Formation Profess.	5 952 079 320			

ANNEXE II - C

SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
DE CREDITS POUR LA GESTION 2007 - DES DEPENSES EN CAPITAL

En Francs CFA

Section	Titre 5		Titre 6	
	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
61. Ministère Plan Développement durable et de la Coopération Internationale	367 039 270			
62. Ministère Elevage	3 118 301 935		300 000 000	
63. Ministère de l'Information et des Relations avec les Institutions	1 050 172 66 0		1 470 839 572	
65. Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	10 964 510 2 113		539 560 861	
66. Ministère des Télécommunications, des Postes et TIC	19 384 570			
67. Ministère de La Compétitivité et de la Bonne Gouvernance	19 384 570			
68. Ministère Prévention Hygiène Publique Assainissement et d'Hydraulique Urbaine	1 000 000 000			
69. Ministère du Cadre de Vie et de l'Hygiène publique	754 520 965		100 000 000	
70. Ministère de l'Hydraulique et du Réseau hydrographique national	541 189 314			
71. Ministère de l'Artisanat	5 997 009			
72. Ministère de l'Hydraulique et du Réseau hydrographique national	20 005 214 624			
73. Ministère des Transports terrestres et des transports aériens		-1 169 631 038		-1 300 000 000

ANNEXE III

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR - GESTION 2007

En Francs CFA

NOMENCLATURE	BALANCE D'ENTREE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS FFR	OPERATIONS DE L'ANNEE	CREDITS	SOLDE	BALANCE DE SORTIE
				DEBIT			
Comptes d'affectation spéciale							
96-101 Fonds national de retraite	31 599 596 033	37 500 000	37 500 000 000	41 657 419 880	48 941 284	7 283 864	38 883 460 336
96-102 Frais de cont. des sites à participation publique	0	180 000 000	180 000 000	218 412 028	330 351 682	111 939 654	111 939 654
96-103 Caisse d'encouragement à la Pêche	0	900 000 000	900 000 000	426 495 253	512 053 840	85 558 587	85 558 587
96-104 Fonds de lutte contre l'incendie	0	300 000 000	300 000 000	78 006 796	166 913 695	88 906 899	88 906 899
Sous total	31 599 596 033	38 880 000	38 880 000 000	42 380 333 957	19 950 603	7 570 269	39 169 865 476
Comptes de Commerce							
96-201 Operation des années à caractère industriel et commercial	7 484 619	175 000 000	175 000 000	43 859 867	49 585 023	5 725 156	13 209 775
Sous total	7 484 619	175 000 000	175 000 000	43 859 867	49 585 023	5 725 156	13 209 775
Comptes des opérations monétaires							
Comptes de Prêts							
96. Consolidation d'avances en prêts		200 000 000	200 000 000				
96. Prêts aux Collectivités		500 000 000	500 000 000				
96.505 Prêts à divers organismes	-1 400 000 000	500 000 000	500 000 000				-1 400 000 000
96.507 Prêts aux particuliers	2 688 522 180	7 500 000 000	7 500 000 000	6 754 624 765	7 510 301 677	755 676 912	3 444 199 092
Sous total	1 288 522 180	8 700 000 000	8 700 000 000	6 754 624 765	7 510 301 677	755 676 912	2 044 199 092
Comptes d'Avances							
96-602 Avances à 2 ans aux établisse. publiques	-150 000 000	500 000 000	500 000 000				-150 000 000
96-605 Avances aux collectivités locales	-1 647 527 155	500 000 000	500 000 000				-1 647 527 155
96-607 Avances à divers organismes	-1 594 621 499	100 000 000	100 000 000				-1 594 621 499
96-609 Avances 1 an aux particuliers	-7 366 450 401	100 000 000	100 000 000	7 547 102 772	6 926 650 517	-620 452 255	-7 986 902 656
Sous total	-10 758 599 055	1 200 000 000	1 200 000 000	7 547 102 772	6 926 650 517	-620 452 255	-11 379 051 310
Comptes de garantie et d'aval							
96-701 Garanties et avals	-1 686 625 220	3 500 000 000					-1 686 625 220
Sous total	-1 686 625 220	3 500 000 000	0	0	0	0	-1 686 625 220
TOTAL GÉNÉRAL	20 450 378 557	53 255 000 000	49 785 000 000	56 725 921 361	64 437 140 617	7 711 219 256	28 161 597 813

ANNEXE IV
SITUATION DES PERTES ET PROFITS SUR CST
ET OPERATIONS DE TRESORERIE

PERTES ET PROFITS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

En Francs CFA

Nomemcature	Débit	Crédit	Pertes (-)/Profits (+)
96. 102 Frais de cont. des stes participation publ.	218 412 028	330 351 682	111 939 654
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	426 495 253	512 053 840	85 558 587
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	78 006 796	166 913 695	88 906 899
TOTAL GÉNÉRAL	722 914 077	1 009 319 217	286 405 140

PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE

En Francs CFA

INTITULE	DÉBIT	CRÉDIT	PERTES	PROFITS
Intérêts sur dépôts particuliers	666 615 972	0	666 615 972	0
Remises aux débiteurs de timbres	19 136 083	0	19 136 083	0
Remboursements retenues à la source à régulariser	613 611 973	0	613 611 973	0
Pertes de change	42 180 146	0	42 180 146	0
Frais de poursuite	0	88 934 907	0	88 934 907
TOTAL	1 341 544 174	88 934 907	1 341 544 174	88 934 907
PERTE NETTE			1 252 609 267	

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 287, déposée le 13 avril 2012, le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque, demeurant et domicilié à Rufisque, au Centre des Services fiscaux au lieudit route des H.L.M.,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, a demandé l'immatriculation au Livre foncier de Rufisque d'un immeuble, d'une contenance superficielle de 4ha 99a 42ca environ situé au lieudit Niagué et borné de tous côtés par des terrains non immatriculés.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, comme dépendant du domaine national par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 portant loi sur le domaine national, ainsi que le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, à savoir :

Décret 2012-191 du 30 janvier 2012.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de quinze (15) jours, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 288, déposée le 12 avril 2012, le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque, demeurant et domicilié à Rufisque, au Centre des Services fiscaux au lieudit route des H.L.M.,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, a demandé l'immatriculation au Livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain d'une contenance superficielle de 15ha, situé à Diamniadio, et borné au Nord par une route projetée et un TNI, à l'Est par une route projetée et le TF 1.811/R, au Sud-Est et à l'Ouest par des routes projetées.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, comme dépendant du domaine national par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 portant loi sur le domaine national, ainsi que le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, à savoir :

Décret 2012-393 du 27 mars 2012.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de quinze jours, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 289, déposée le 9 avril 2012, le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque, demeurant et domicilié à Rufisque, au Centre des Services fiscaux au lieudit route des H.L.M.,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, a demandé l'immatriculation au Livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain d'une contenance superficielle de 30ha 66a 13ca, situé à Niague, et borné de tous côtés par des terrains non immatriculés.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, comme dépendant du domaine national par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 portant loi sur le domaine national, ainsi que le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, à savoir :

Décret 2012-391 du 27 mars 2012.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 290, déposée le 12 avril 2012, le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque, demeurant et domicilié à Rufisque, au Centre des Services fiscaux au lieudit route des H.L.M.,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, a demandé l'immatriculation au Livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain d'une contenance superficielle de 2ha 9a 91ca, situé à Diamniadio, et borné à l'Est par un Boulevard au sud par la route nationale n° 1 des autres côtés par des terrains non immatriculés.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, comme dépendant du domaine national par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 portant loi sur le domaine national, ainsi que le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, à savoir :

Décret 2012-337 du 27 mars 2012.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Mbour

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 8 mai 2012 à 9 heures 30mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nguékokh dans le Département de Mbour consistant en un terrain du domaine national, devant servir d'assiette à l'exploitation d'une ferme agricole d'une contenance de 2ha, dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des domaines de Mbour, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, suivant réquisition du 26 septembre 2011 n° 39.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M. Meïssa Ndiaye

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Mbour

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 19 avril 2012 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Keur Gondé Nguékokh Département de Mbour consistant en un immeuble du domaine national d'une contenance de 8ha 45a 97ca dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des domaines de Mbour, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, suivant réquisition du 30 septembre 2011 n° 41.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M. Meïssa Ndiaye

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 26 avril 2012 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gorom consistant en un terrain d'une contenance de 8ha 35ca connu sous le nom de Sonatel Gorom et borné de tous côtés par des terrains non immatriculés, dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des domaines de Rufisque Bargny, suivant réquisition du 12 janvier 2008 n° 239.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 26 avril 2012 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sébikotane consistant en un terrain d'une contenance de 2882 m² connu sous le nom de Sonatel Sébi.-F.H et borné de tous côtés par des terrains non immatriculés, dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des domaines de Rufisque Bargny, suivant réquisition du 7 juillet 2010 n° 253.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 26 avril 2012 à 11 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Niague consistant en un terrain d'une contenance de 1.273 m² connu sous le nom de Sonatel Niague et borné à l'Ouest par une route vers les Niayes, dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des domaines de Rufisque Bargny, suivant réquisition du 7 juillet 2010 n° 254.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 7 mai 2012 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tivaouane Peulh consistant en un terrain d'une contenance de 209ha 67a 35ca et borné au Nord-Est par le Global Village cité de la Paix au Sud par le TF n° 2.756/R au Sud-Est et à l'Ouest par le TF n° 4.641/R, dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des domaines de Rufisque Bargny, suivant réquisition du 23 mars 2012 n° 286.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf